



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

EDUCATION : QUI PAIE LA FACTURE ?

A L'INTERIEUR



APPRENTISSAGES
L'école autrement pour
de jeunes Indiens
p. 3



DOSSIER
Education : qui paie
la facture ?
p. 4



EDUCATION POUR TOUS
Les filles aussi
p. 8



EN BREF
Initiatives du
monde entier
p. 10

Investir dans l'éducation peut s'avérer une excellente affaire, pour les individus comme les sociétés. Mais cela suppose aussi de lourds investissements. Les Etats se tournent donc de plus en plus vers le secteur privé. Lire notre dossier.

EDITO

Il existe une corrélation entre éducation et croissance économique, mais une corrélation n'est pas une relation de cause à effet. Peut-on dire que la croissance économique entraîne de plus gros investissements dans l'éducation ou qu'une éducation plus efficace stimule la croissance économique ? Il y a sans doute une part de vraie dans ces deux affirmations, même si l'exemple de pays comme l'Allemagne, le Japon ou la République de Corée, respectivement aux XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles, montrent qu'une population éduquée peut être un formidable tremplin vers la réussite économique.

Ce lien entre un bon niveau éducatif et une économie florissante est donc loin d'aller de soi. Comment expliquer que certains Etats font mieux que leurs voisins sur le plan de l'éducation, alors qu'ils sont moins performants économiquement ? Par le fait, entre autres, que la croissance économique ne donne qu'une idée imprécise de la réussite d'une société. Des mesures plus fines et plus détaillées, comme l'Indice de développement humain du PNUD, montreraient sans doute que la qualité de vie est meilleure dans les communautés qui ont bénéficié d'un meilleur accès à l'éducation. Mais on peut arguer aussi que certains Etats ont su, mieux que d'autres, se doter de cadres économiques et politiques qui permettent à leurs populations éduquées d'exercer un emploi productif.

Mais si l'éducation profite à l'économie, pourquoi tant de pays n'ont-ils pas encore réalisé l'éducation pour tous ? Les gouvernements affirment généralement que leur but est d'encourager la croissance, mais combien sont-ils à s'être réellement servis de l'éducation pour y parvenir ? Est-ce le manque de liberté et de démocratie qui empêche les populations de formuler leurs besoins éducatifs ? Ou est-ce parce que le maintien des inégalités, tant dans l'éducation que dans l'économie, sert en fait les intérêts des élites dirigeantes ? Les hommes politiques sont passés maîtres dans l'art de chanter les bienfaits de l'éducation, mais leurs voix se font souvent moins vibrantes lorsque sonne l'heure du débat budgétaire.

On ne pourra pourtant pas se passer de l'Etat dans le financement de l'éducation. La Banque mondiale, qui a caressé un temps l'idée d'une éducation tarifée, affirme aujourd'hui qu'on ne réalisera l'éducation primaire universelle qu'en défendant son caractère gratuit et obligatoire. Certains pays devront donc économiser sur les dépenses engagées à d'autres niveaux, par exemple dans l'enseignement supérieur, où les recherches indiquent que la gratuité pour tous tend en fait à renforcer les structures de pouvoir existantes, favorables aux élites.

John Daniel

Sous-Directeur général pour l'éducation

Les “écoliers citoyens” de Namibie

Quinze écoles namibiennes forment leurs élèves aux droits de l’homme et à la démocratie

« Vivement mes 18 ans, que je puisse aller voter ! » soupire Injomoka Toromba, écolière de 14 ans d’une école rurale de Namibie. « J’ai un frère plus âgé, mais quand il se fâche après moi, je le laisse dire et ne lui en veux pas. Je m’excuse simplement lorsque j’ai fait quelque chose de mal. Il faut en finir avec tous ces conflits », explique-t-elle dans son anglais hésitant. Elliot Kaipiti, sa camarade de classe, ajoute que la Constitution est le document le plus important de Namibie.

Injomoka et Elliot fréquentent l’école primaire du village d’Ovitoto, à 120 km au nord-

tère de l’enseignement supérieur, de la formation et de la création d’emplois de Namibie, via l’Institut national pour le développement éducatif (NIED).

Une démarche nouvelle

L’histoire du projet remonte à plusieurs années. En 1998, un atelier régional réunit à Windhoek des experts des programmes scolaires et des droits de l’homme des trois pays concernés. Ceux-ci élaborent un programme d’initiation aux droits de l’homme et à la démocratie et s’entendent sur le fait

La malette contient aussi des affiches, des jeux de société, des manuels d’éducation de l’électeur, un exemplaire de la Constitution, des brochures sur les droits de l’homme.

Outre ces activités en classe, les élèves ont également réalisé de mini-projets de recherche. Ils ont mené l’enquête auprès de leurs parents, leur demandant, par exemple, quelle était leur définition de la paix. Ou observé d’un œil neuf la vie de la communauté : la manière dont les gens se saluent les uns les autres, la signification donnée aux couleurs selon les cultures et groupes ethniques... Ils ont aussi assisté aux conseils municipaux, pour en tirer une réflexion sur l’exercice de la démocratie.

Apprendre en jouant

« Les élèves ont appris les droits de l’homme en jouant, non en subissant des cours assommants et rébarbatifs », précise Ben Boys.

Les écoles sélectionnées étaient représentatives de la diversité urbaine et rurale et des onze groupes ethniques de la Namibie. Arthur Erasmus, directeur adjoint de l’école primaire JTL Beukes de Rehoboth, une ville située à 90 km au sud de Windhoek, raconte que pendant les réunions, les élèves prennent aujourd’hui individuellement la parole sur la question des droits de l’homme. « Les événements du 11 septembre ont provoqué d’innombrables débats sur la violence, sur la guerre et sur la paix. Les enseignants ont enregistré les bulletins d’information et les ont projeté en classe », ajoute-t-il. Si bien qu’aujourd’hui, les enseignants ont encore recours à la malette et aux articles de presse pour approfondir certains sujets.

Ce projet pilote, de 1,8 million de dollars EU, a été financé par le DANIDA, l’organisme d’aide danois, et l’UNESCO recherche des fonds en vue de l’étendre à l’ensemble du pays. En attendant, l’Institut national pour le développement éducatif remanie les programmes scolaires de différents niveaux afin, entre autres, d’y inclure l’éducation aux droits de l’homme.

Contact : Ben Boys, UNESCO Namibie
Mél : bboys@webmail.co.za

© UNESCO



Aujourd’hui, les Namibiennes Injomoka et Elliot connaissent mieux leurs droits

est de Windhoek, la capitale namibienne. Pendant deux ans, elles ont pu suivre des cours de formation à la citoyenneté : leur établissement est l’une des quinze écoles du pays à avoir bénéficié d’un projet pilote d’éducation aux droits de l’homme et à la démocratie en Afrique méridionale. Achevé l’an dernier, il a été mené conjointement au Zimbabwe et au Mozambique.

« Nous cherchions le moyen d’intégrer les droits de l’homme et la démocratie aux matières principales », explique Ben Boys, du bureau de l’UNESCO en Namibie. C’est dans cette perspective que l’UNESCO s’est associée au Ministère de l’éducation de base, des sports et de la culture et au Minis-

que des matières telles que l’histoire, la morale et l’éducation civique, les sciences sociales et les langues peuvent très bien se prêter à cet enseignement citoyen. Un manuel de l’enseignant intitulé *Education for Human Rights and Democracy in Southern Africa* est mis au point, à l’intention, principalement, des enseignants des niveaux 5 à 7.

En Namibie, le matériel a pris la forme d’une malette contenant un guide de l’enseignant – qui aborde des sujets tels que l’histoire du pays, la guerre et la paix ou la défense de l’environnement – assorti de suggestions d’activités en classe et d’articles de journaux se rapportant aux sujets traités.

Soutenir les jeunes des bidonvilles indiens

Un projet aide les enfants et les jeunes indiens défavorisés à reprendre goût aux études

« Nous avons bien un ordinateur à l'école, mais il est réservé au maître », se plaint Parampal Singh, 15 ans. « Nous avons une bibliothèque, mais elle est toujours fermée. Il paraît que la clé a été perdue. Lorsqu'on retrouve la clé, elle est rouillée. Lorsqu'on enlève la rouille et qu'on entre dans la bibliothèque, les livres tombent en poussière sous nos doigts ! » poursuit-il.

Parampal est scolarisé dans le bidonville de Giri Nagar à New Delhi. Mais son éducation « réelle », il la reçoit surtout auprès des enseignants du projet We Help Youth (WHY) du Sri Ram Goburdhun Charitable Trust, qui offre un soutien pédagogique aux enfants et aux jeunes scolarisés ou non.

Un projet prometteur

Les cours ont souvent lieu dans des conditions plus que modestes – à même le trottoir, sur un matelas avec une feuille de plastique en guise de toit et un tableau de fortune –, mais c'est là que Parampal et ses camarades trouvent le soutien scolaire qui leur manque.

Derrière ce projet, encouragé par l'UNESCO comme une pratique d'éducation des enfants et des jeunes en situation difficile, une femme : Anuradha Bakhshi. C'est elle qui, en 1998, a créé le SRGCT, l'ONG à la tête du projet WHY. Ses premières armes à Giri Nagar, dans la capitale indienne, elle les a faites en distribuant des biscuits vitaminés aux enfants. Mais c'est la vision dérangeante d'un jeune handicapé, Manu, allongé dans la poussière, humilié, abandonné, qui est à l'origine de sa prise de conscience : « J'ai compris qu'il n'avait pas d'autre alternative que d'être réintégré dans son milieu, dans la rue même où il vivait ».

Cette rencontre a fait germer le projet, qui n'a ensuite cessé de mûrir. « Nous avons des apprenants de la première génération en 4^e année qui ne savaient ni lire ni écrire », explique A. Bakhshi. « Leurs parents étaient pour la plupart analphabètes, tous employés précaires – colporteurs, balayeurs, vendeurs

à la petite semaine. D'où le sentiment de marginalisation de ces enfants ».

Changement d'échelle

Aujourd'hui, le projet a pris de l'ampleur et accueille 516 enfants défavorisés de tout âge, du préscolaire à l'enseignement secondaire, et de toutes les communautés, hindous, musulmans, sikhs, chrétiens, bouddhistes, en provenance aussi des bidonvilles voisins. Développé à plus grande échelle, le projet s'est modifié en cours de route pour répondre aux besoins des habitants. WHY offre actuellement un enseignement complet, y compris en informatique, et intervient aussi dans d'autres domaines.



Ces jeunes Indiens reçoivent leur éducation « réelle » sur le bord de la route

Les enfants handicapés apprennent aussi à faire leur toilette et à accomplir des gestes simples : prendre un bain, s'habiller, manger.

« Nous accueillons ici des handicapés de 10 à 27 ans, atteints de paralysie spasmodique, de retard mental, de dystrophie musculaire et de surdité », raconte Shamika, leur enseignante. Dans la petite salle de location du bidonville, les jeunes handicapés apprennent non seulement à dire leurs prières, à lire et à manier le crayon pour dessiner et

recopier, mais aussi à broder du jute et à confectionner des sacs en papier, des colliers de perles et des bougies flottantes.

La quasi totalité du personnel est issue de la communauté : certains ont abandonné l'école, d'autres ont des diplômes de base dans diverses disciplines, tous étaient au chômage ou considérés comme inaptes au travail. Mohammad Hussain était balayeur : « Maintenant, grâce à WHY, j'enseigne l'informatique sur six ordinateurs à 50 élèves ».

Plus qu'un soutien scolaire

WHY a aussi compris que la communauté attendait autre chose qu'un simple encadrement scolaire. On a donc créé des crèches de jour, mis en place des programmes de santé préventive et de nutrition et construit des équipements sportifs, tous créateurs d'emplois – et de loyautés – au sein de la communauté.

« Nous avons dû apprendre aux parents à négocier », commente A. Bakhshi, « mais il a d'abord fallu les persuader que dans la vie, tout n'est pas tout blanc ou tout noir.

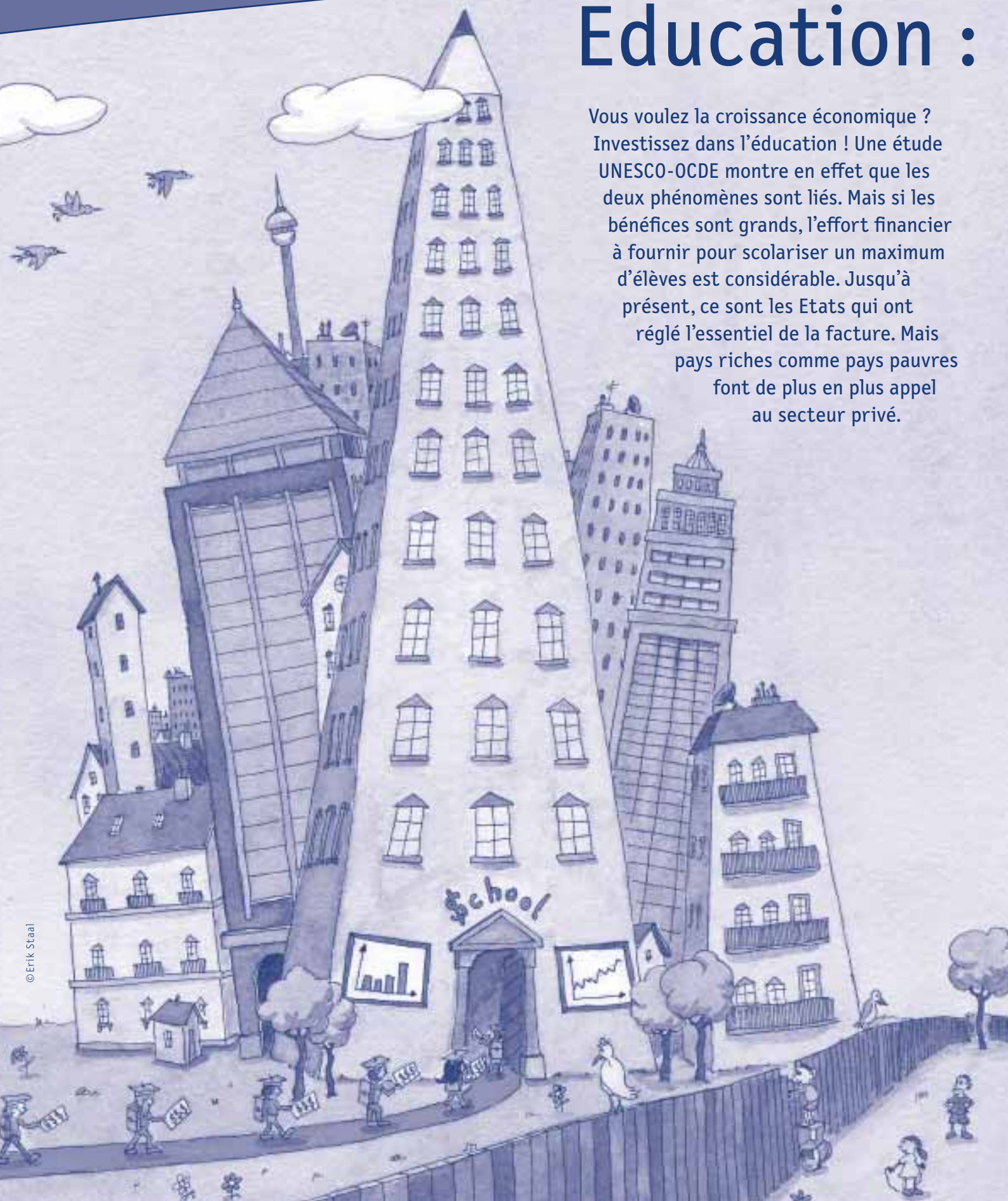
C'est ainsi que notre projet peut les aider à résoudre leurs problèmes personnels, ce qui est en soi une petite révolution ».

Pour preuve, ces jeunes autrefois livrés à eux mêmes, délinquants potentiels. « Ils viennent désormais nous donner un coup de main après l'école, prêts à tout faire, même à conduire les handicapés aux toilettes », raconte A. Bakhshi.

Contact : Florence Migeon, UNESCO Paris
Mél : f.migeon@unesco.org

Education :

Vous voulez la croissance économique ? Investissez dans l'éducation ! Une étude UNESCO-OCDE montre en effet que les deux phénomènes sont liés. Mais si les bénéfices sont grands, l'effort financier à fournir pour scolariser un maximum d'élèves est considérable. Jusqu'à présent, ce sont les Etats qui ont réglé l'essentiel de la facture. Mais pays riches comme pays pauvres font de plus en plus appel au secteur privé.



qui paie la facture ?

Miser sur l'école peut rapporter gros. Pour les individus comme pour les Etats. C'est en tout cas ce qui ressort de l'étude *Financement de l'éducation, investissements et bénéfices*, portant sur 16 pays émergents¹, qui vient d'être rendue publique par l'UNESCO et l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). On pouvait s'en douter, mais c'est désormais démontré : investissements dans l'éducation et croissance économique vont de pair. Et cela ne vaut pas seulement pour le primaire mais aussi pour le secondaire et l'enseignement supérieur.

Sur les vingt dernières années, les pays du Sud ayant investi dans le capital humain auraient ainsi gagné un demi point de croissance. Ces progrès profitent naturellement aussi aux individus puisque les personnes diplômées ont plus de chance de trouver un emploi, de le conserver et de gagner davantage. Un seul exemple : au Paraguay, un homme ayant suivi des études supérieures gagne en moyenne 300 fois plus qu'un diplômé du secondaire.

Un investissement à long terme

L'investissement dans l'éducation conditionne donc la prospérité d'un pays... A moins que ce ne soit l'inverse.

« Ce que montrent ces chiffres, c'est qu'il existe un lien entre les deux phénomènes, mais il faut se garder d'établir une relation de cause à effet », prévient Karine Tremblay de l'OCDE, l'un des auteurs de l'étude. Car le gain de croissance enregistré par les pays ayant investi dans l'éducation n'est pas mécanique. Une démographie galopante, une catastrophe naturelle ou une crise politique peuvent le remettre en cause.

De plus, il s'agit là de bénéfices à très long terme. En 1960, les adultes des 16 pays étudiés avaient passé 3,4 ans sur les bancs de l'école. En 2000, ce chiffre atteint 7,6 ans, contre une moyenne de 10,2 dans les pays riches. A ce rythme, il faudra encore trente ans pour que les pays émergents les plus en retard rattrapent les pays riches.

Reste que cette étude fournit un argument supplémentaire aux promoteurs de l'Education pour tous. Car l'investissement dans l'éducation ne répond pas seulement à un impératif moral, c'est aussi une nécessité économique.

« C'est bien simple », affirme Serge Péano, spécialiste du programme à l'Institut international de la planification de l'éducation (IIPPE) de l'UNESCO. « L'éducation est à la base du développement des sociétés. Il n'existe pas à ce jour de modèle de développement alternatif, à destination des populations analphabètes ».

La force de la matière grise

A contrario, les pays industrialisés tirent l'essentiel de leur force de l'éducation. « La matière grise reste leur principal atout dans un monde concurrentiel », poursuit Serge Péano. C'est encore plus vrai aujourd'hui dans des économies fondées sur la connaissance qui créent de moins en moins d'emplois non qualifiés. D'ici 2020, on estime ainsi que la production industrielle de nombreux pays émergents aura doublé tandis que l'emploi industriel aura été réduit à 10-15 % de la main d'œuvre totale. D'où l'importance de scolariser un maximum d'élèves.

Mais pour en arriver là, l'effort financier à consentir est considérable. Et jusqu'ici, ce sont avant tout les Etats qui ont mis la main à la poche. Au niveau mondial, l'essentiel du coût de l'éducation, soit 63 %, est pris en charge par les Etats tandis que les familles, les communautés, le secteur privé et les ONG y contribuent à hauteur de 35 %, et l'aide internationale à hauteur de 2 %. Les pays de l'OCDE consacrent 12,7 % de leurs dépenses publiques à l'éducation, ce qui en fait l'un des plus gros postes budgétaires. En moyenne, chaque pays de l'OCDE dépense 4 229 dollars EU par an pour un élève de l'enseignement primaire.

Et la facture s'alourdit au fil de la scolarité. Il en coûte en effet 5 174 dollars EU pour un élève du secondaire et 11 422 dollars pour un étudiant de l'enseignement supérieur, soit 230 % de plus que pour un élève du primaire. Dans certains pays, l'écart des salaires entre instituteurs et professeurs du supérieur explique en partie cette différence, mais c'est avant tout le taux d'encadrement dans le secondaire et le tertiaire qui justifie cet écart.

● Répartition du financement de l'éducation dans le monde

| | |
|-----------------------------|------|
| Pouvoirs publics : | 63 % |
| Sources privées : | 35 % |
| Aide internationale : | 2 % |

● Montant additionnel nécessaire pour atteindre l'éducation primaire universelle

5,6 milliards de dollars par an d'ici 2015

● Part du budget affecté à l'éducation dans les pays de l'OCDE :

12,7 %

● Dépenses des pouvoirs publics par an et par élève dans les pays de l'OCDE

| | |
|--------------------|-------------------|
| Primaire : | 4 229 dollars EU |
| Secondaire : | 5 174 dollars EU |
| Supérieur : | 11 422 dollars EU |

● Nombres d'élèves du primaire scolarisés dans une école privée

| | |
|------------------------|----------|
| Pays émergents : | 1 sur 6* |
| Pays de l'OCDE : | 1 sur 10 |

● Nombre d'années de scolarisation

| | |
|------------------------|--------|
| Pays émergents : | 7,6 % |
| Pays de l'OCDE : | 10,2 % |

● Montant de l'aide totale à l'éducation

5,98 milliards de dollars EU en 1999
4,72 milliards de dollars EU en 2000

● Bénéficiaires de l'aide internationale à l'éducation en 2000

| | |
|-------------------------|------|
| Afrique : | 47 % |
| Asie : | 23 % |
| Amérique latine : | 7 % |
| Proche Orient : | 6 % |

* Il s'agit ici des 16 pays participant au Programme sur les indicateurs de l'éducation dans le monde, pris en compte dans l'étude UNESCO-OCDE.

Mais le financement privé ne cesse de gagner du terrain. S'il ne représente aujourd'hui que 12 % dans les pays de l'OCDE, sa progression est rapide. C'est au Danemark, au Canada, en Australie et aux Pays-Bas que la hausse est la plus sensible. Dans ces trois derniers pays, elle est comprise entre 16 et 37 %. Mais c'est encore dans l'enseignement supérieur que cette évolution est la plus nette (voir le dossier sur la commercialisation de l'enseignement supérieur dans *L'éducation aujourd'hui*, n° 3).

1. Argentine, Brésil, Chili, Chine, Egypte, Inde, Indonésie, Jamaïque, Malaisie, Paraguay, Pérou, Philippines, Thaïlande, Tunisie, Uruguay et Zimbabwe. Tous ces pays participent au Programme sur les indicateurs de l'éducation dans le monde (IEM) visant à comparer leur développement éducatif.

Education : qui paie la facture ?

L'augmentation constante du nombre d'élèves constitue un premier facteur d'explication. Pour assurer la scolarisation d'un maximum d'enfants, les Etats doivent en effet dépenser toujours plus.

« Ce n'est pas tant une question d'effectifs que de choix politiques », nuance Nico Hirtt, enseignant et essayiste, auteur notamment de *L'École sacrifiée*. « Depuis un certain nombre d'années, on assiste surtout à un désengagement des Etats ». Les pouvoirs publics

se tournent donc de plus en plus vers le secteur privé.

Par ailleurs, on attend de l'école qu'elle soit, sinon moins coûteuse, au moins plus efficace. « La question de savoir si les ressources consacrées à l'éducation donnent des résultats à la hauteur des coûts engagés occupe désormais une place prépondérante dans le débat public », note ainsi l'OCDE dans *Regard sur l'éducation*, 2002. De fait, un nombre croissant d'établissements, disposant de

fonds publics, sont désormais gérés par des sociétés privées.

Une entreprise comme Edison School Inc. par exemple, gère aujourd'hui plus d'une centaine d'écoles aux Etats-Unis. La plupart d'entre elles sont des « charters schools », c'est-à-dire que leur financement est pris en charge par l'Etat sur la base du nombre d'élèves inscrits et les parents n'ont pas de frais de scolarité à payer. Initié aux Etats-Unis, ce type d'expérience a été largement imité, en Grande-Bretagne, en Australie ou en Nouvelle-Zélande notamment.

Le principe controversé des « chèques éducation » participe du même souci d'efficacité de l'école. Lancé en 1998 en Floride, il consiste à attribuer des bourses aux parents désireux d'envoyer leurs enfants dans une école privée ou religieuse de leur choix.

« Ces initiatives reposent sur l'idée que l'on peut gérer les écoles comme des entreprises et créer une émulation en introduisant une concurrence entre elles », analyse Igor Kitaïev, spécialiste du programme à l'IIPE.

Le déclin de l'aide à l'éducation

Les donateurs se montrent de plus en plus sceptiques quant à l'efficacité de l'aide

Dans les textes au moins, il n'a jamais été autant question d'éducation. En 2002, elle a été au coeur des débats du Sommet de Johannesburg sur le développement durable et de la Conférence internationale des Nations Unies sur le développement de Monterrey. Le G8 lui-même a émis l'année dernière des recommandations en faveur de l'éducation primaire universelle. Et pourtant...

Au cours des dix dernières années, l'aide internationale en faveur des pays en développement n'a cessé de diminuer. Dans son édition 2002, le *Rapport mondial de suivi de l'Education pour tous (EPT)*, indique que l'aide bilatérale à l'éducation a baissé de 16 % entre 1990 et 2000. L'année 2000 a été particulièrement noire puisque le montant de l'aide totale à l'éducation, de 5,98 milliards de dollars en 1999, est tombé à 4,72 milliards. Or, on estime que 5,6 milliards d'aide extérieure seront nécessaires chaque année pour atteindre les objectifs de d'éducation primaire universelle et d'égalité des sexes d'ici 2015.

« Les bailleurs de fonds se montrent de plus en plus sceptiques quant à l'efficacité de l'aide. Il est vrai que des sommes importantes ont été versées depuis quarante ans, sans que cela se traduise toujours par des résultats très nets », analyse Steve Packer, directeur adjoint de l'équipe en charge du Rapport de suivi sur l'EPT.

C'est particulièrement vrai des pays les moins développés. Ne disposant pas d'infrastructures suffisantes, ils n'ont pas, argumentent certains, les moyens d'absorber les flux de l'aide internationale. Faut-il par exemple continuer à distribuer des manuels scolaires lorsqu'un pays n'est pas en mesure de les acheminer jusqu'aux écoles ? Ou poursuivre l'aide lorsque près de 10 % des salaires sont versés à des enseignants qui n'exercent plus, voire à des écoles qui n'existent pas ?

Pressés par la communauté internationale d'atteindre l'éducation pour tous d'ici 2015, les pays en développement sont ainsi de moins en moins aidés. « C'est vrai qu'il y a là une contradiction », reconnaît Steve Packer. « Mais en même temps, les modalités de l'aide internationale sont en train de changer. Aujourd'hui, l'aide à l'éducation s'inscrit de plus en plus dans le cadre plus général de la réduction de la pauvreté. De fait, les agences ont tendance à financer des stratégies de développement plutôt que ce secteur particulier. Il y a donc plus d'argent affecté à l'éducation que ne le montrent les chiffres ».

C'est pour sortir de l'impasse, et avancer plus rapidement vers la scolarisation primaire universelle, qu'a été lancée en juin dernier par la Banque mondiale l'Initiative accélérée, afin de soutenir les pays réellement méritants : ceux-ci s'engagent à donner des preuves de leur engagement en matière de réduction de la pauvreté et de réforme du système éducatif, et les donateurs fournissent une aide supplémentaire. Sept pays – Burkina Faso, Guinée, Guyana, Honduras, Mauritanie, Nicaragua et Niger – seraient les premiers bénéficiaires. A condition que les différents partenaires se mettent d'accord dans les semaines qui viennent sur la mise en œuvre de ce nouveau système.

L'entreprise comme modèle

C'est précisément ce qui inquiète les défenseurs du service public qui redoutent de voir se mettre en place un système éducatif à deux vitesses – parce que les écoles payantes sont situées à proximité des quartiers favorisés, ou qu'elles placent la barre très haut en terme de résultats scolaires. « Ce type d'expérience laisse libre cours aux phénomènes de concentration sociale », s'inquiète ainsi Nico Hirtt.

« Pourquoi l'entreprise devrait-elle être toujours être le modèle de référence ? » demande de son côté Christian Laval, chercheur en sciences sociales, auteur de *L'école n'est pas une entreprise*². « Pour obtenir des résultats, il faut savoir susciter le désir d'apprendre chez élèves. Cela n'est ni calculable ni quantifiable ».

Mais ce mouvement de privatisation n'est pas seulement le fait des pays riches. Les pays en développement n'ont en effet pas toujours fourni les efforts nécessaires pour assurer la scolarisation d'un maximum d'élèves. Le *Rapport mondial de suivi 2002 de l'Education pour tous (EPT)* souligne même que 70 pays ont très peu de chances d'atteindre les objectifs de l'EPT d'ici 2015.

2. *L'école n'est pas une entreprise*, Christian Laval, Editions La découverte, Paris, 2002.

→ Les pays pauvres dépensent souvent moins par élève que les nations riches de l'OCDE : en 2000, la Jordanie n'a consacré que 5 % de son budget à l'éducation, guère plus que la Guinée-Bissau (4,8 %), contre 11,3 % en Espagne ou 15,6 % en Norvège. Dans un contexte de réduction de l'aide internationale (voir encadré), les pouvoirs publics sollicitent donc de plus en plus les familles. Il peut s'agir de l'achat de matériel, de fournitures et d'uniformes, mais aussi, de plus en plus souvent, de frais de scolarité.

Dans les 16 pays émergents passés au crible par l'étude UNESCO-OCDE, un élève du primaire sur six en moyenne fréquente une école privée – en général subventionnée par l'Etat –, contre un sur dix dans les pays de l'OCDE. Au Chili, en Chine et au Paraguay, plus de 40 % des dépenses viennent de sources privées.

L'offre d'enseignement privé prend différentes formes, depuis les institutions entièrement privées jusqu'aux écoles sous contrat avec l'Etat, en passant par les écoles gérées par les ONG ou par les communautés. Ce dernier modèle s'est notamment imposé en Afrique pour pallier les carences du système public. Généralement situées dans les zones rurales et reculées, ces écoles créées et gérées par les communautés ou des associations visent à permettre à un maximum d'enfants d'accéder à un minimum d'éducation.

Dans un pays comme le Mali, où le taux d'analphabétisme atteint plus de 70 %, les écoles communautaires n'étaient que 175 en 1995. Leur nombre dépasse aujourd'hui

Le privé est-il plus efficace que le public ?

A cette question, très polémique, l'enquête de Clive R. Belfield et Henry M. Levin (Université de Columbia), qui sera publiée prochainement par l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP), apporte une réponse très nuancée. Les deux auteurs ont passé au crible six pays (Colombie, Chili, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas et République Tchèque) ayant introduit, à des doses variables, une privatisation dans leur système éducatif, qu'il s'agisse d'écoles entièrement privées, d'établissements disposant de fonds publics mais gérés par des prestataires privés ou encore de l'attribution de « chèques éducation », sorte de bourses attribuées aux familles afin qu'elles disposent d'une plus grande liberté dans le choix de leur école.

D'une manière générale, une gestion privée ne semble pas être gage de meilleurs résultats scolaires. Ainsi au Chili, où un programme de chèques éducation a été lancé dans les années 1980, les élèves du privé ne font pas mieux que ceux du public. « Rien n'indique », notent en effet les auteurs, « que les écoles privées soient plus efficaces que les écoles publiques ». L'expérience semble plus concluante en revanche en Colombie, où les chèques éducatifs n'ont été attribués qu'à des familles résidant dans des quartiers défavorisés. L'octroi de ces bourses a permis à un plus grand nombre d'élèves d'accéder à une école privée. Les bénéficiaires redoublent moins et voient leur scolarité s'allonger.

Mais la privatisation apparaît, dans un certain nombre de cas au moins, comme un facteur d'inégalité. Ainsi du Milwaukee Parental Choice Programme, lancé dans les années 1990 aux Etats-Unis. Plus de dix ans après sa mise en place, il semble que ce soit les familles aisées et éduquées qui aient tiré avantage de cette plus grande liberté de choix.

Contact : Françoise Caillods, IIEP • Mèl : f.caillods@iiep.unesco.org

1500, soit plus de 30 % des écoles primaires maliennes. Et les taux de fréquentation du privé grimpent en flèche dans le secondaire et le supérieur. Au Brésil et aux Philippines, par exemple, les institutions indépendantes privées accueillent respectivement 63 % et 73 % des étudiants.

Dans un tel contexte, l'accès à l'éducation des élèves les plus pauvres reste très aléatoire. « Il faut que l'égalité des chances

reste au cœur des préoccupations », insiste Albert Motivans, de l'Institut de statistiques de l'UNESCO, qui a participé à l'étude UNESCO-OCDE. « Si l'on veut réduire la pauvreté, les frais doivent être répartis équitablement ».

Faute de quoi les 115 millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'éducation risquent de voir les portes de l'école rester fermées pour longtemps. ●



© Erik Straal

L'éducation n'est pas seulement une question d'argent, mais aussi de motivation.

Education des filles : rétablir l'équilibre

Près de 50 pays risquent de ne pas atteindre l'objectif de parité dans l'éducation d'ici 2005



©Erik Staal

Dans les hameaux isolés de Haute-Egypte, des fillettes de douze ans ont convaincu leurs parents de différer leur mariage jusqu'à la fin de leurs études. Et dans les campagnes du Bangladesh, la scolarisation des filles dans le secondaire a doublé en moins de dix ans.

Même dans les zones les plus déshéritées du monde, certaines filles obtiennent le droit d'aller à l'école, contribuant ainsi à faire reculer les disparités filles-garçons dans l'enseignement primaire et le secondaire, promesse pour 2005.

« Des six objectifs de l'Education pour tous, c'est celui de la parité entre les sexes d'ici 2005 qui sera le plus difficile à atteindre », estime Aïcha Bah-Diallo, Sous-Directeur général adjoint pour l'éducation, qui dirige aussi la Division de l'éducation de base de l'UNESCO. « Il faudrait une forte volonté politique et des changements radicaux dans les structures sociales ».

Aujourd'hui, plus de 56 % des 115 millions d'enfants non scolarisés dans le monde sont des filles. Le risque d'abandon est aussi beaucoup plus grand chez elles. A 6 ans, en Asie du sud, une fillette peut en moyenne espérer 6 années d'études – trois ans de moins qu'un garçon du même âge. Et une cinquantaine de pays sont encore à des lieues de l'objectif de 2005.

Les arguments en faveur de l'éducation des filles sont pourtant connus : baisse de la

mortalité infantile et maternelle, familles moins nombreuses et en meilleure santé, productivité agricole accrue et hausse du revenu par habitant. Mais l'éducation est d'abord un droit universel, quel que soit le sexe. « Elle permet d'apprendre à réfléchir et à faire des choix, d'acquérir les outils pour grimper dans l'échelle sociale », souligne Mme Bah-Diallo.

Mais les bons arguments ne suffisent pas. Pour scolariser les filles, il faudrait agir sur ce qui les empêche dès le départ d'accéder à

l'école. En tête de liste vient la pauvreté : les parents ont besoin de leurs filles pour accomplir la corvée d'eau, les aider aux champs et faire la nounou auprès des frères et sœurs.

Combattre la discrimination

Les choses commencent pourtant à changer. Pour accélérer les progrès, treize agences des Nations Unies ont rejoint l'Initiative de l'ONU pour l'éducation des filles, afin d'aider les gouvernements à favoriser leur accès à une éducation de qualité.

Quelques exemples : le Malawi a réduit la charge parentale en supprimant les droits

de scolarité et le port obligatoire de l'uniforme. La Guinée a relevé l'âge légal du mariage et punit le harcèlement sexuel dans les écoles. L'alimentation des établissements en eau potable, les repas gratuits et la création de petites structures proches du domicile ont aussi un impact positif. La simple construction de toilettes séparées pour les filles peut suffire à les maintenir à l'école.

L'attitude des enseignants, le contenu des manuels et des programmes sont aussi une entrave à l'éducation des filles. L'UNESCO a donc mis au point un *Manuel de formation à la parité* pour sensibiliser les gestionnaires scolaires, les concepteurs de programmes et de matériels pédagogiques et les professionnels des médias aux graves problèmes de la discrimination.

« C'est en éduquant dès aujourd'hui les filles », martèle Aïcha Bah-Diallo, « qu'on peut espérer rétablir demain l'équilibre entre les sexes ».

Pour l'heure, les deux-tiers des 862 millions d'analphabètes mondiaux sont des femmes.

L'éducation des filles est le thème de la Semaine mondiale de l'Education pour tous cette année et du Rapport mondial de suivi 2003 de l'Education pour tous.

La Semaine de l'Education pour tous

Le Semaine mondiale de l'Education pour tous (EPT) est l'événement phare des efforts de sensibilisation du mouvement de l'EPT. Son but : rappeler les objectifs fixés en 2000 à Dakar, au Forum mondial sur l'éducation.

Selon les engagements pris à Dakar, les pays ont jusqu'en 2005 pour scolariser les filles et les garçons. La Semaine de l'Education pour tous a donc pris pour thème cette année l'éducation des filles, afin d'inciter les gouvernements à redoubler d'efforts pour éliminer toute disparité entre les élèves.

De nombreuses activités ont été organisées par les bureaux hors Siège de l'ONU, les

organisations de la société civile, les ONG, les enseignants et les instituts de recherche du monde entier pour marquer cette semaine d'action, fêtée cette année du 6 au 13 avril.

Le Siège de l'UNESCO et la plupart des bureaux hors Siège tenteront de battre le record de la plus grande leçon de l'histoire, organisée par la Campagne mondiale pour l'éducation, en vue de son inscription au Livre Guinness des records. Tout le monde peut s'y associer le 9 avril.

Pour en savoir plus : www.campaignforeducation.org

Visitez le site officiel de la Semaine : www.unesco.org/education/efaweek

3 questions à Carlos Zarco Mera

Carlos Zarco Mera a participé en janvier 2003 au Troisième Forum social mondial de Porto Alegre, en qualité de Secrétaire général du Conseil d'éducation des adultes en Amérique latine et du point focal de la Consultation collective des ONG sur l'Éducation pour tous en Amérique latine de l'UNESCO.

1 Le Forum social mondial prétend qu'un autre monde est possible.

Qu'en est-il de l'éducation ?

Le Forum est un cours intensif dispensé à des milliers de personnes qui trouvent là l'occasion de réfléchir sur les moyens de créer un monde différent et plus juste. Plus de 1 200 ateliers ont eu lieu chaque jour. Ensuite, le Forum accorde une importance croissante à l'éducation parce qu'on ne construira un monde meilleur que si les gens prennent part à des activités éducatives pertinentes. C'est aussi la raison pour laquelle le Forum mondial sur l'éducation a précédé le Forum social mondial.

2 Quels ont été les sujets marquants concernant l'éducation ?

Nous avons beaucoup parlé du droit à l'éducation, de la qualité de l'enseignement telle que la voient les enseignants, les éducateurs et les ONG, et de la nécessité d'inventer de nouvelles façons d'apprendre. Le mouvement d'éducation populaire en Amérique latine offre une bonne méthodologie parce qu'il met les gens

sur le devant de la scène, partant du principe que nous sommes tous des intellectuels dans la mesure où nous sommes détenteurs d'un savoir sur différents aspects de la vie.

3 Comment se répartissent les responsabilités entre les gouvernements et la société civile ?

L'éducation est un droit et c'est d'abord à l'État de faire respecter ce droit. C'est un service public qui doit être financé par l'État. C'est une erreur de penser que le marché résoudra le problème de l'analphabétisme. Mais les gouvernements ne sont pas les seuls responsables. La principale responsabilité de la qualité de l'éducation revient à la société civile—enseignants, élèves, ONG, parents, etc. Selon moi, les gouvernements devraient fournir les écoles et former les enseignants, et laisser la société civile décider du type d'enseignement nécessaire. Les gouvernements doivent apprendre à déléguer leurs pouvoirs et la société civile, prendre une plus grande part de responsabilités et passer franchement à l'action.

Davos s'empare des objectifs de l'ONU

Pour beaucoup, la réunion annuelle à Davos du Forum économique mondial est avant tout synonyme d'intérêts commerciaux. Pourtant, lorsqu'on y regarde de plus près, la réalité est toute autre. Reprenant à son compte les objectifs onusiens de développement pour le Millénaire, le Forum a lancé cet hiver une Initiative de gouvernance mondiale qui vise à présenter un suivi des progrès aux poids lourds de la planète lors de leur prochaine réunion, en janvier 2004.

« Ce bref rapport nous dira ce qu'a fait le monde depuis un an pour réaliser l'ensemble de ces objectifs », précise le Pr Christopher Colclough, qui préside le groupe d'experts sur l'éducation. Celui-ci réunit une demi-douzaine de personnalités internationales, chargées d'évaluer les efforts à fournir pour réaliser la scolarisation primaire universelle d'ici 2015 et éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation.

Pour en savoir plus : www.weforum.org

Autour du monde

→ Quelque 200 responsables politiques, représentants d'organisations régionales, sous-régionales et non gouvernementales, donateurs, parlementaires et experts se sont réunis en mars à Ouagadougou (Burkina Faso) pour évoquer les problèmes cruciaux de l'Afrique—dont la question éducative—dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

→ Selon une étude récente de l'UNESCO, les pays ont presque tous achevé la version préliminaire de leurs plans d'action nationaux pour l'Éducation pour tous, mais beaucoup doivent être améliorés. Cette enquête indique que certains pays ont besoin d'un soutien technique immédiat dans des domaines comme l'analyse des coûts, l'analyse macro-économique et le traitement des données.

→ Les pays donateurs, les organisations des Nations Unies, la Commission européenne et la Banque mondiale ont discuté ces derniers mois des implications financières et pratiques de l'Initiative accélérée. Ils ont convenu d'un cadre pour cette Initiative, qui sera révisé lors de la réunion de printemps de la Banque mondiale, en avril.

→ Les planificateurs africains de l'éducation ont participé en mars à un séminaire à Dakar, pour améliorer la cohérence des différents documents exigés par la communauté internationale. Ce séminaire était organisé par le bureau de l'UNESCO à Dakar et le Ministère français de la coopération.

→ Dans le cadre des efforts de l'UNESCO pour apporter aux responsables africains de l'éducation des bases économiques solides, un séminaire s'est tenu en janvier à Dakar à l'intention des experts, des planificateurs de l'éducation et des économistes des secteurs public et privé d'Afrique occidentale et centrale. Il était organisé par l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique.

Dix ans pour réduire l'analphabétisme

« L'alphabétisation, source de liberté ». C'est ainsi qu'a été baptisée la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012), lancée à New York le 13 février dernier. Son objectif : donner un nouvel élan à la lutte contre l'analphabétisme. Il faut dire qu'il y a urgence. Selon les statistiques de l'UNESCO, une personne sur cinq de plus de quinze ans ne sait ni lire ni écrire.

« C'est là une situation inacceptable, qui met en évidence la nécessité de renforcer nos efforts à tous », a déclaré Koïchiro Matsuura lors du lancement de cette initiative. Dans son message, le Directeur général de l'UNESCO a également insisté sur le fait que la priorité sera donnée aux groupes les plus défavorisés, notamment les femmes et les filles, les minorités ethniques et linguistiques, les populations autochtones, les migrants, les jeunes non scolarisés et les personnes handicapées.

La Décennie pour l'alphabétisation s'inscrit dans le cadre des initiatives internationales en faveur de l'éducation pour tous (EPT).

L'UNESCO, en tant qu'agence coordinatrice de la Décennie, a préparé un Plan d'action international pour la mise en œuvre de l'alphabétisation pour tous.

L'un des projets phares de l'UNESCO pour la Décennie est le projet LAND-Afghan, qui vise à réduire l'analphabétisme dans un pays où seuls 51,9 % des hommes et 21,9 % des femmes savent lire et écrire. Autre initiative importante : le Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP), une étude mondiale destinée à mesurer les différents niveaux d'alphabétisation.

Contact : Shigeru Aoyagi, UNESCO Paris
Mél : s.aoyagi@unesco.org
Site Internet :
www.unesco.org/education/litdecade

Langue maternelle : obstacle ou facteur d'intégration ?

Alors que les langues régionales font l'objet d'une reconnaissance grandissante en Europe, qu'en est-il des langues parlées par les populations immigrées du continent ?

En 2000, plus du tiers des moins de 35 ans vivant en Europe de l'Ouest étaient issus de l'immigration, si l'on en croit un document de travail, intitulé *La diversité linguistique dans une Europe multiculturelle* (disponible uniquement en anglais), que vient de publier l'UNESCO pour marquer la Journée internationale de la langue maternelle du 21 février.

Les auteurs soulignent que si les pays européens ont récemment pris des mesures pour assurer la survie des langues régionales, rien n'est fait pour soutenir l'enseignement et la pratique des langues des migrants.

« Il faut dire que l'apprentissage, et en tout cas l'enseignement, des langues des populations immigrées sont souvent perçus par les locuteurs des langues dominantes et par les responsables politiques comme des obstacles à l'intégration », notent les auteurs de ce document de travail, qui appelle les autorités européennes à adopter une charte sur le multilinguisme qui protège toutes les langues minoritaires sans distinction.

Contact : Sophie Boukhari, UNESCO Paris
Mél : s.boukhari@unesco.org
Site Internet : www.unesco.org/most/discuss.htm

Cinquante bougies pour les écoles associées

Le réSEAU du système des Ecoles associées fête ses cinquante ans. Lancé en 1953 pour promouvoir les idéaux de l'UNESCO dans les faits, ce réseau regroupe aujourd'hui plus de 6 700 établissements, allant des écoles primaires aux instituts de formation des enseignants, dans 166 pays. Pour célébrer ce demi-siècle d'existence, différentes activités seront organisées tout au long de l'année, parmi lesquelles un concours de photos pour les enseignants, dont les résultats seront connus en mai 2003. Point d'orgue de ces manifestations : le Congrès international du réSEAU, qui se tiendra en août à Auckland (Nouvelle-Zélande).

Contact : Jean O'Sullivan, UNESCO-Paris
Mél : j.osullivan@unesco.org
Site Internet : www.unesco.org/education/asp

Un campus virtuel pour le bassin méditerranéen

Un projet d'enseignement à distance impliquant 15 pays, principalement du bassin méditerranéen, a été lancé le 17 mars. Ce Campus virtuel Avicenne a reçu un financement de 3,7 millions d'euros du programme EUMEDIS de la Commission européenne et de 920 000 euros de différents partenaires dont l'UNESCO, coordinateur principal du projet.

A la différence d'autres projets d'enseignement à distance, dont les formations se trouvent sur un lointain serveur central, Avicenne diffuse ses cours à des « centres de savoir » – généralement des universités – dans les quinze pays du réseau : Algérie, Chypre, Egypte, Espagne, France, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Royaume-Uni, République arabe syrienne, Territoires palestiniens, Tunisie et Turquie. Chacun de ces centres est libre de créer son propre réseau national pour diffuser les cours à d'autres centres d'enseignement supérieur.

Contact : Mohamed Miloudi, UNESCO Paris
Mél : m.miloudi@unesco.org
Site Internet : <http://avicenna.unesco.org>



©Sabir Artist, Pakistan/Fournie par le Centre culturel de l'Asie et du Pacifique pour l'UNESCO

Expliquer l'excellence

D'où vient la réussite des écoles les plus mal placées pour réussir ? Une récente étude qualitative latino-américaine tente de répondre à cette question en passant au crible les établissements de la région qui accueillent des enfants dont les parents sont pauvres et peu éduqués.

Ainsi que le révèle l'étude, la réussite de ces enfants ne tient pas à un seul facteur, mais ces écoles exceptionnelles n'en partagent pas moins un certain nombre de caractéristiques communes. Les décisions y sont généralement prises à plusieurs, et les établissements sont gérés sans recours excessif à l'autorité. Ils jouissent d'un bon niveau d'autonomie et sont libres de leurs choix administratifs et pédagogiques.

Les enseignants des écoles étudiées sont ouverts à la nouveauté, sont dévoués, avides de bons résultats et attendent beaucoup de leurs élèves. Le matériel pédagogique, loin d'être abondant, est cependant utilisé de manière efficace et l'innovation encouragée. Les équipes favorisent les relations avec les parents, et un climat de respect et de bonne entente règne à l'intérieur comme à l'extérieur des écoles. Sur le plan pédagogique et théorique, par contre, on ne trouve aucun point commun.

Les écoles sélectionnées s'étaient distinguées pour leurs bons résultats lors de la première étude comparative menée en 1998 dans treize pays de la région par le Laboratoire latino-américain d'évaluation de la qualité de l'enseignement, basé à UNESCO-Santiago. L'enquête a cette fois été menée sous forme d'entretiens collectifs et d'observations réalisés dans 31 écoles d'Argentine, de Bolivie, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, de Cuba et du Venezuela.

« Ces résultats ne constituent nullement une recette », met en garde Juan Enrique Froemel, du Laboratoire, auteur du rapport final. « Mais ils donnent des indications sur la manière dont certaines écoles, en dépit des difficultés, parviennent à l'excellence ».

Contact : Juan Enrique Froemel, UNESCO Santiago
Mél : jfroemel@unesco.cl
Consultez l'intégralité de l'étude sur www.unesco.cl/O9.htm

AVRIL

6-13

Semaine mondiale de l'Éducation pour tous

Le Thème de la Semaine 2003, qui marque le troisième anniversaire du Forum mondial sur l'Éducation pour tous (Dakar, 2000) est l'éducation des filles.

Voir notre article p. 8.

Site Internet : www.unesco.org/education/efaweek

14-16

Réunion régionale sur la réforme de l'enseignement secondaire

Organisé par l'UNESCO • Saint-Domingue, République Dominicaine • Contact : s.bahri@unesco.org

28-29

Compétences de la vie courante : un pont entre éducation et formation ? Réunion du Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences

Organisée par le Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences professionnelles et techniques, en collaboration avec le Centre international UNESCO-UNEVOC •

Centre international UNESCO-UNEVOC, Bonn, Allemagne
Contact : Michel.Carton@iued.unige.ch

MAI

26-27

Mondialisation et enseignement supérieur :

conséquences pour le dialogue Nord-Sud • Organisé conjointement par le ministère norvégien de l'Éducation et de la Recherche et l'UNESCO • Oslo, Norvège
Contact : s.uvalic-trumbic@unesco.org

12-16

Réunion du jury du Prix international d'alphabétisation 2003

Organisé par la Division de l'éducation de base, UNESCO Paris • Contact : n.aksornkool@unesco.org

12-16

Semaine de consultations sur la petite enfance

Organisé par UNESCO Paris
Contact : b.combes@unesco.org

20-22

Atelier régional Evaluation of Educational Curricula towards the Use of Science and Technology Education/Literacy Materials in the Arab States

Organisé par UNESCO Beyrouth et UNESCO Le Caire en coopération avec UNESCO Paris • Beyrouth, Liban
Contact : s.sulieman@unesco.org

JUIN

23-25

Réunion des partenaires de l'enseignement supérieur

Suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (WCHE+5) • Organisé par UNESCO Paris • Paris, France • Contact : l.simionescu@unesco.org
http://www.unesco.org/education/wche/wche_5.shtml

JUILLET

22-23

Quatrième réunion du Groupe de travail sur l'Éducation pour tous

Organisé par UNESCO Paris • Paris, France
Contact : abh.singh@unesco.org



● **Education in a Multilingual World.** UNESCO Education position paper. Dans des sociétés de plus en plus mondialisées, le droit à la différence, notamment ethnique et linguistique, est remis en question. L'UNESCO, très attachée à la défense de la diversité culturelle, présente dans ce document les concepts-clés relatifs aux questions d'éducation et de langues, assortis de textes de référence. (UNESCO doc. ED-2003/WS/2)

● **Guidelines for Education in Situations of Emergency and Crisis,** de Kacem Bensalah. L'éducation dans les situations d'urgence est un des programmes phares de l'Education pour tous (EPT). D'où l'intérêt de ce guide qui fournit toutes les orientations et recommandations pour atteindre l'EPT dans les situations d'urgence, qu'il s'agisse de conflits armés, de crises politiques ou de catastrophes naturelles. Fruit d'une collaboration entre plusieurs partenaires, ce document s'adresse aux décideurs, aux ministères, aux ONG et aux membres de la société civile concernés. (UNESCO doc. ED-2002/WS/33.)

● **Revisiting Technical and Vocational Education in Sub-Saharan Africa** de David Atchoarena et André Delluc. Cette publication de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO passe en revue les dernières directions et innovations adoptées en matière d'enseignement technique et professionnel en Afrique subsaharienne. En dépit de la grande diversité des formules, on décèle des tendances communes, telles que le recours à de nouveaux mécanismes de financement et d'homologation, une plus grande autonomie des établissements et la promotion des prestations privées et de la formation en entreprise. L'ouvrage évoque aussi la relation entre les systèmes de formation et l'action des donateurs. E-mail : information@iiep.unesco.org

● **Open and distance learning. Trends, policy and strategy considerations,** sous la coordination de Evgueni Khvilon. Les nouvelles technologies, du multimédia à Internet, sont désormais des éléments-clés de l'enseignement, dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement. Les grandes universités se sont depuis longtemps ouvertes à ces approches, en fournissant notamment des cours à distance. Ce document fait le point sur les politiques et stratégies mises en œuvre et décrit les initiatives de l'UNESCO dans ce domaine.



● **Monitoring learning achievements in education and problems of non-attendance of children in Tadjikistan.** Publié avec le concours du ministère de l'éducation de la République du Tadjikistan, ce document dresse un état des lieux de l'enseignement primaire dans ce pays et tire le bilan des différentes réformes du système éducatif engagées par le gouvernement depuis plusieurs années.

● **Education pour tous, Le monde est-il sur la bonne voie ? Résumé du rapport.** En une vingtaine de pages, ce document présente les principaux résultats du Rapport mondial de suivi de l'Education pour tous 2002. Mél : c.guttman@unesco.org. Le rapport complet est en vente aux Editions UNESCO, 310 p., 24 euros.*

● **Literacy trends in Pakistan.** Le Pakistan a l'un des taux d'analphabétisme les plus élevés du monde. Bien que le nombre de personnes sachant lire et écrire ait augmenté, le nombre d'analphabètes est passé de 20 millions en 1951 à 48 millions en 1998. C'est pour attirer l'attention sur cette situation que le bureau de l'UNESCO à Islamabad publie ce document qui contient de nombreuses données chiffrées sur la situation éducative dans ce pays. UNESCO-Islamabad vient également de publier une étude sur les politiques en faveur de la scolarisation des filles, intitulée *The future of girl's education in Pakistan*. Contact : UNESCO-Islamabad. Mél : unesco@isb.compol.com



● **Accueil des jeunes enfants dans la communauté,** Monographie n° 19/2002, de John Allen. Ce document montre comment les parents et les membres de la famille peuvent travailler ensemble pour s'occuper des très jeunes enfants. Il décrit ce qui est nécessaire pour fournir un accueil des tout-petits, soit à domicile, soit dans une structure communautaire, et détaille les conditions requises pour mettre en œuvre une prise en charge efficace des enfants. (UNESCO doc. ED-2002/WS/09.)

● **« Presque rien mais assez ».** Julien Chapsal, anthropologue et photographe, a passé plusieurs semaines auprès des enfants de la rue de Jogjakarta (Indonésie). Ce livret superbement illustré est le résultat de ce travail, dans lequel les enfants ne sont pas de simples sujets à photographier. En prenant la parole et en donnant à voir la réalité qui est la leur au quotidien, ils participent pleinement à ce projet. (UNESCO doc. ED-2003/WS/3.)

● **Koffi... La Rue... Les Drogues et Koffi... La Rue... Le sida** sont deux bandes dessinées publiées par le Programme d'éducation des enfants en situation difficile de l'UNESCO. A travers les aventures de Koffi, le héros, et d'Aminata, son amie, il s'agit de sensibiliser les jeunes lecteurs aux dangers de la drogue et du sida. Ces deux publications ont été conçues pour être un support à des activités de prévention à l'intention des éducateurs.

Sauf mention du contraire, toutes les publications sont disponibles gratuitement auprès du Service de documentation et d'information du Secteur de l'éducation de l'UNESCO. Mél : sdi@unesco.org

**Pour commander auprès des Editions UNESCO : upo.unesco.org*

